



Paris, le 26 mai 2020

La réouverture des écoles est un leurre en Ile-de-France !

Le ministre de l'Éducation nationale se félicite de la réouverture des écoles, elle n'est pourtant qu'un leurre en Ile-de-France. La réouverture ne concerne en moyenne que 1% (...!) à 20% des élèves et la grande majorité sont accueillis à temps partiel dans des groupes ne correspondant plus aux classes et enseignant.e.s quitté.e.s le 13 mars. Certes les bâtiments nommés Ecoles ont rouverts mais les activités proposées ne correspondent en rien à ce qu'est le cœur de notre métier. Il s'agit donc pour le ministre de faire des effets d'annonce, de faire « du chiffre » - qui est sa principale préoccupation - tout en multipliant les pressions sur les personnels et les municipalités pour respecter la date du 11 mai. Une date qui n'a pas permis d'être prêt au point que certains personnels aient dû aller acheter, sur leurs propres deniers, gels et masques promis par le ministère et de la responsabilité de l'Etat pour les enseignant.e.s. D'autres ont dû nettoyer eux même matériel et mobilier pour garantir le respect du protocole sanitaire lui aussi arrivé très tardivement !

Cette réouverture ne répond pas à l'aggravation des inégalités scolaires, reflet des inégalités sociales, très marquées en Ile-de-France. Le ministre a promis, avec cynisme, une « rentrée sociale », c'est tout l'inverse qui se produit. Dans les zones de l'éducation prioritaire ce sont principalement les élèves des milieux les plus favorisés qui reviennent !

Nous ne pouvons qu'être inquiets pour la suite car pendant ce temps-là, nous ne travaillons pas sur la rentrée de septembre 2020 qui se fera, elle avec 100% des élèves. Le mode de fonctionnement actuel n'est pas viable à long terme pour les usagers comme pour les personnels : une montée en charge est difficile à envisager, les personnels sont en nombre insuffisant, les contraintes liées au protocole limitent l'utilisation des locaux. Qui plus est, si la sortie de l'Ile-de-France de la zone rouge permettait ainsi aux collèges et lycées de réouvrir progressivement, le risque pris par les collégien.ne.s et les lycéen.ne.s qui utilisent massivement les transports en commun serait très grand. Est-il raisonnable de faire peser un tel risque sur les élèves, leurs familles et les personnels quand on peut prévoir que très peu d'élèves reviendront au cours du mois de juin dans les établissements ?

La réponse apportée par le ministre avec l'annonce d'un dispositif périscolaire, le 2S2C, Sport, Santé, Culture, Civisme illustre une nouvelle fois la façon dont Jean-Michel Blanquer instrumentalise la crise sanitaire pour imposer sa vision dépassée de l'école. Sous prétexte d'alléger les groupes classes limités à 15 élèves, il permet en réalité d'externaliser les enseignements autour des pratiques sportives, artistiques, culturelles et civiques. Pour la FSU Ile-de-France, il faut au contraire renforcer l'école en créant des postes par un collectif budgétaire. Il ne peut y avoir de confusion entre le temps scolaire et le temps hors scolaire et il n'est pas acceptable de renvoyer certains enseignements, jugés par le ministre comme moins importants, hors de l'école.

La FSU Ile-de-France

